

d'A Vision AFRIQUE

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 0329 du 30 / 08 / 2022

FORMATION MODULAIRE
EN FISCALITÉ P.8

**E2A Consulting offre
une opportunité
exceptionnelle
en trois mois**

TOGO/MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME
DE RÉPARATION DES VICTIMES DE 2005

HCRRUN lance officiellement P.7
l'octroi de bourses aux orphelins

TICAD 8/Le Togo,
ambassadeur de
la paix et de la P.3
sécurité en Afrique



SYMBOLE D'UNE NOUVELLE MÉRITOCRATIE RÉPUBLICAINE



**S. Ablamba
Johnson,
un parcours
sans faute** P.4

LE GABON ACCUEILLE LA SEMAINE
AFRICAINNE DU CLIMAT P.6

**Un tremplin
d'unité de
la COP 27**

72^{ème} SESSION DE L'OMS POUR L'AFRIQUE, MANIFESTATION
MINISTÉRIELLE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mme Cina Lawson
présente les P.3
avancées du Togo



CONQUÊTE DU MARCHÉ JAPONAIS À LA TICAD 8

Une forte délégation conduite par la PA Yawa Tsègan vend cher le marché togolais

La huitième édition de la Ticad, la conférence de Tokyo pour le développement en Afrique, a achevé ses travaux le dimanche 28 août 2022 à Tunis. Le Togo a pris une part active avec une forte délégation conduite par la présidente de l'Assemblée nationale Mme Yawa Tsègan Djigbodi. Occasion offerte par les ambassadeurs togolais ne vanter les opportunités qu'offrent le marché togolais.

Pendant ces deux jours, près de 300 hommes d'affaires dont 100 du Japon sont venus prospecter de futurs investissements. Pour les quelques startups présentes, c'était aussi l'occasion de démarcher de nouveaux marchés ou de développer le partenariat déjà existant avec le Japon. Au regard des opportunités qu'offrent le Togo en matière de digitalisation, dans le domaine agricole et la transformation des produits, le Togo a trouvé la tribune idéale pour attirer aussi bien les investisseurs nippons mais de réactualiser le partenariat sud-sud avec les autres pays africains.

Pour sa détermination qu'on lui connaît, la Présidente de l'Assemblée Nationale Yawa Tsègan n'a jamais raté l'occasion d'attirer l'attention des hommes d'affaire de privilégier la ligne togolaise pour les investissements chaque fois qu'elle sort du Togo ou dans ses multiples audiences avec les partenaires bilatéraux. C'est en Ambassadrice mordue qu'elle s'est encore livrée à son sport favori cette fois-ci avec une forte délégation composée de l'exécutif, des honorables députés et bien évidemment certains hommes d'affaires.

En marge des conférences et des sessions plénières, Mme Tsègan et sa suite avance au pas de course. Elle veut montrer aux Japonais présents à la Ticad que le Togo est leur

destination privilégiée pour investir. De belles opportunités par elle et sa délégation. La délégation togolaise a visiblement accrochée les Japonais qui ne



ont pas hésité à choisir le Togo comme destination d'investissement.

Les entreprises africaines attirent les investisseurs japonais

Mary Mwangui, une entrepreneuse kényane à la tête de Data Integrated Limited, une start-up spécialisée dans les solutions digitales pour le système de transports publics, a pu développer son projet grâce à un partenariat japonais : « Notre partenariat avec Toyota est très large, ils nous ont financé d'une part et surtout, nous construisons des solutions digitales qui marchent

aussi avec leur écosystème, donc lorsque nous commercialisons notre produit, nous pouvons aussi collaborer avec Toyota et attirer leurs clients. »

A l'ouverture de cette TICAD, Le Président tunisien Kaïs Saïed, dans son discours d'ouverture, a évoqué les défis qui restent à relever depuis la création de l'Union Africaine et salué la diversité culturelle du Japon qui a permis à ce pays,



mément à l'agenda 2063 de l'Union africaine.

Les Nations unies et la Banque mondiale ont tour à tour, réaffirmé leur disponibilité à accompagner ce cadre de partenariat entre le Japon et l'Afrique, tout en soulignant la nécessité pour les entreprises privées de jouer un rôle stratégique dans les investissements en matière de création d'emploi, du numérique et de la transition énergétique.

Le Japon apporte une contribution importante à la réalisation des projets prioritaires de développement du Togo notamment, le renforcement de son corridor logistique et l'appui à la mise en œuvre des services sociaux de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'énergie, de la pêche et de l'agriculture.

La TICAD c'est aussi l'annonce de bonnes nouvelles pour l'Afrique, 30 milliards de dollars seront consacrés aux différents projets de développement selon le Premier Ministre du Japon Fumio Kishida.

La participation du Togo à ce rendez-vous important se justifie par la volonté affichée des plus hautes autorités du pays de redynamiser sa coopération avec le Japon et de tirer la meilleure partie.

L'intervention du Togo en plénière à ce grand rendez-vous portera sur une thématique d'actualité : « Renforcer la paix et la stabilité en Afrique ».

Rappelons la Présidente de l'Assemblée nationale est accompagnée dans cette mission par certains membres du gouvernement notamment Kodjo ADEDZE, Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale et Dr Mamessilé Aklah ASSI-AGBA, ministre déléguée en charge de l'accès universel aux soins.

Notons que le continent africain est très attractif pour le secteur privé japonais. En 2021, les montants investis dans les startups du continent ont triplé par rapport à 2020 et les nouvelles entreprises ne cessent de se créer.

Adam

SOCAOBIZ SECURITY

Des enjeux et des ambitions pour la sécurité des biens, des services et des personnes

Pour la sécurité des biens, services et des personnes, une seule société fait l'unanimité dans ses offres et prestations : SOCAOBIZ Sécurité. Révélé aux togolais le 17 juillet 2021, il est déjà connu partout grâce à son statut de multinationale. Il a fait ses preuves avec l'efficacité, la rigueur et l'exigence qu'on lui connaît fait dire d'elle qu'elle est inégalable. Rompu à la tâche c'est en ses termes d'efficacité que Mme Yakoubou Zaaratou Marie-Blanche, la Directrice commerciale du DG s'est livrée à la presse pour mettre à découverte SOCAOBIZ aux convives présents lors du lancement du La-



bel Mamatchi. C'était le samedi 27 août à la somptueuse place de fête la Fekandine.

Créée en 2012 à New-York aux Etats-Unis, cette société spécialisée dans la sécurité et

le gardiennage s'implante au Togo dans le quartier Nyekorakpoe à Lomé. Avec à sa tête le très expérimenté M. Soumaila Bouraima résident aux USA, attire de par ses presta-

tions et la discipline de ses agents.

La Directrice Commerciale Zaaratou Marie-Blanche a une fois encore conquis le cœur des nombreuses personnalités qui ont fait le déplacement de la Fekandine pour assister au lancement du Label Mamatchi. Selon elle, la société a révélé le secret de leur percé dans ce secteur de la sécurité, un secteur hautement concurrentielle « Notre PDG est une personne qui encourage énormément la jeunesse à entreprendre. Notre société est spécialisée dans la sécurité privée et le gardiennage. Elle a déjà fait ses preuves aux USA plus précisément à New-

York. En installant cette société au Togo, c'est de permettre à la jeunesse d'avoir du travail donc la création d'emploi. Et les agents que nous employons sont bien rémunérés ».

Ces prestations se font avec l'aide des services de pompiers finement formé. L'objectif majeur de cette société, dirigé par Soumaila Bouraima, selon le confrère de radio Lomé, est d'investir au Togo et réduire le taux de chômage.

La particularité de SOCAOBIZ SECURITY TOGO est d'apporter l'expérience technique et améliorer les conditions de vie et de travail des agents de sécurité.

TICAD 8/Le Togo, ambassadeur de La paix et de la sécurité en Afrique

Comme annoncée dans l'une de nos publications, la Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodji Tsègan a conduit une forte délégation qui a pris part à la 8ème conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique TICAD au nom du Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé. Ces assises tenues à Tunis ont été l'occasion pour la PA et sa délégation de vanter les opportunités qu'offre le Togo. Le dimanche 28 août 2022, la Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodji Tsègan, a délivré le message du Togo. Ce message comme on pouvait s'y attendre a mis l'accent sur la paix et la sécurité, sujet de préoccupation majeure pour le Chef de l'Etat togolais en Afrique qui en a fait l'une de ses priorités. Elle a lors de son adresse présentée dans les détails les différentes actions menées le Togo en la matière.



La Présidente de l'Assemblée à l'entame de ses propos a transmis les salutations du Président de la République aux co-organisateurs de la TICAD 8, avant de partager l'approche du Togo sur la sécurité un sujet transversal qui n'épargne

aucun Etat.

« Notre intervention sur la thématique « Paix et sécurité » s'inscrit dans la longue tradition du Togo, pays épris de paix, confronté à la recrudescence des attaques terroristes et actes de grande criminalité dans



les pays du Golfe de Guinée.

Cette situation, sources d'instabilité socio-politique, économique et d'insécurité alimentaire, oblige nos Etats à rechercher les voies et moyens permettant d'endiguer ces fléaux, non seulement par des solutions militaires concertées mais également par le renforcement de la confiance et de la cohésion nationale », a indiqué Yawa Djigbodji Tsègan, Présidente de l'Assemblée nationale.

Pour le Togo, les défis économique et social ne peuvent être relevés sur le continent sans la paix et la sécurité. Par ailleurs, la Présidente de l'Assemblée nationale a exhorté les partenaires à s'inscrire dans une démarche commune pour des actions coordonnées en faveur de la paix et de la sécurité.

« Pour sa part, le gouvernement du Togo, sous l'impulsion du Président de la République, a anticipé ces actions à travers plusieurs axes notamment l'amélioration du dispositif militaire et des capacités opérationnelles des Forces de défenses et de sécurité ainsi que l'adaptation de la législation relative à la sécurité intérieure. D'autres actions ont été prises, ayant pour finalité le renforce-

ment de l'inclusion et de l'harmonie sociale, ainsi que la création d'emplois pour notre jeunesse en s'appuyant sur les forces de l'économie avec une forte participation du secteur privé. Au plan multilatéral, l'impératif d'une solidarité internationale en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité reste un prérequis. A cet égard, nous saluons d'une part les initiatives du Japon notamment la « nouvelle approche à la paix et à la stabilité en Afrique » et d'autre part, les diverses initiatives régionales de sécurité collective, telles que l'Initiative d'Accra et la Zone pilote maritime E de la CEDEAO dont le Togo est partie prenante. Nous en appelons à plus de mobilisation de nos Etats et réitérons notre invitation aux partenaires pour davantage d'actions coordonnées en faveur de la paix et de la sécurité », a-t-elle lancé.

Cet appel vient soutenir et conforter la position de la commission de l'Union africaine sur le sujet. Son président Moussa Fakhri, a plaidé à son tour pour qu'un financement conséquent soit accordé à la paix et à la sécurité sur le continent. Il en appelle à la Banque mondiale, le PNUD, le FMI, l'UE et les par-

tenaires bilatéraux à intégrer cette préoccupation dans leurs nouvelles approches de partenariat avec l'Afrique, pour un développement inclusif, stable et durable du continent.

Ces dernières années, beaucoup de pays africains sont touchés par le terrorisme et l'extrémisme violent. Aussi bien dans le sahel, le bassin du lac Tchad ou la come de l'Afrique, ou encore les grands lacs et le golfe de guinée, Le phénomène est préoccupant. Aucune région ne semble être à l'abri. Une réponse globale et coordonnée s'impose pour mieux faire face à ces fléaux qui sapent les efforts de développement sur le continent.

Pour rappel dès l'apparition du phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, le Togo faisait partie des rares pays à interpeller tous les Etats africains à s'unir pour des réponses adaptées et unitaire pour parer au plus pressant. Aujourd'hui les faits lui donnent raison. Le Togo est présent sur tous ou presque les théâtres d'insécurité en Afrique avec des contingents, témoignage de son engagement pour les embellis de nos économies

Adam

72^{ÈME} SESSION DE L'OMS POUR L'AFRIQUE, MANIFESTATION MINISTÉRIELLE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mme Cina Lawson présente les avancées du Togo

En marge de la 72^{ème} session du comité régional de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) pour l'Afrique tenue du 22 au 26 août 2022 à Lomé, s'est tenue le jeudi 25 août 2022 une manifestation ministérielle sur l'intelligence artificielle. C'est autour d'un déjeuner que la salle FAZAO de l'hôtel 2 février a cueilli cette manifestation ministérielle en mode hybride des ministres du numérique du continent et ceux de la santé. Présidée par Mme Cina Lawson, ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale du Togo, ce fut une occasion offerte pour la ministre Cina Lawson de présenter les avancées du Togo en intelligence artificielle et ses retombées en médecine. C'était en présence du ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins du Togo, le Prof Moustafa Mijiyawa et de la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique Dr, Matshidiso Moetti et de la Directrice de UIT

pour l'Afrique Mme Anne-Rachel Inné.

Les enjeux de l'intelligence artificielle appliquée à la santé au Togo

La ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale du Togo Mme Cina Lawson a relevé l'importance de l'intelligence artificielle dans les enjeux de la résilience du Togo lors de la crise de la Covid-19. A l'entame de la soirée, elle a dans une brillante présentation relevée les recettes de l'intelligence artificielle pour apporter des solutions innovantes à la population.

Pour cibler les bénéficiaires d'aides sociales, le gouvernement s'appuie sur l'intelligence artificielle

Depuis son déclenchement en mars 2020, la pandémie a durement affecté les efforts entrepris par le Togo pour réduire la pauvreté à court terme. Pour subjuguer les effets de la crise sur les populations vulnérables, l'Intelligence Artificielle (L'IA) a permis au



Togo, d'affiner le ciblage et d'optimiser la deuxième phase du programme de transferts monétaires, Novissi. Sa réussite a permis justement au gouvernement de l'affiché comme priorités et lui consacrer à cet effet des montants importants dans le budget 2022 et fait de la transformation digitale et de l'économie numérique des enjeux majeurs de sa feuille de route 2020-2025.

Dans la gouvernance et la fourniture des services publics.

La ministre Cina Lawson a fait remarquer que le Togo dispose d'un digital attractif. C'est une infrastructure qui va au-delà de l'hébergement de simples données de l'Etat et des entreprises publiques et privées. Elle répond à l'ambition de faire de notre pays un hub digital attractif pour les investisseurs, tout en lui garantissant une souveraineté numérique », explique la ministre.

Elle a significé que la base c'est la connectivité et a relevé les multiples efforts du Togo dans l'accélération de la connectivité passé à la 5G. « L'expérience de la COVID-19 nous a montré l'importance de digitaliser nos sociétés »

Pour sa part, la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique Mme Moetti citant l'exemple du Ghana lors de la Covid-19 « L'intelligence artificielle peut servir, comme

c'est déjà le cas dans certains pays riches, à améliorer la rapidité et la précision du diagnostic et du dépistage des maladies, à faciliter les soins cliniques, à renforcer la recherche dans le domaine de la santé et la mise au point de médicaments ». Selon elle l'Afrique a des défis à relever en matière de l'IA car la Covid-19 ne sera pas la dernière épidémie d'où la nécessité d'encourager des efforts en matière d'intelligence artificielle. Elle a fait remarquer que l'OMS couvre deux décennies notamment la révolution industrielle et l'amélioration dans le secteur des TIC en santé.

Le ministre Mijiyawa Moustafa a fait un aperçu de la plus-value de l'IA lors de la Covid-19 et permet de bâtir des économies d'échelles.

La chef Division Bureau Afrique de l'USAD et la Directrice régionale de l'UIT pour l'Afrique et plusieurs ministres du continent ont partagé leur expérience en matière d'intelligence artificielle.

La Rédaction

SYMBOLE D'UNE NOUVELLE MÉRITOCRATIE RÉPUBLICAINE

Sandra Ablamba Johnson, un parcours sans faute

On admire son sens du devoir, on salue sa gestion rigoureuse des affaires de l'Etat, on clame sa réussite. A seulement 42 ans, Secrétaire générale de la Présidence et parmi les proches collaborateurs du chef de l'Etat, Sandra Ablamba Johnson est l'une des figures marquantes de la nouvelle génération de l'élite d'hommes et de femmes politiques au Togo. Après avoir sillonné les couloirs du pouvoir où elle a su étaler sa classe et son potentiel, cette technocrate et défenseuse des réformes économiques incarne plus que jamais le nouveau visage de la diplomatie économique et administratif togolais.

Un parcours exemplaire

Fine technicienne et grande connaisseuse du monde de l'entreprise, Sandra Ablamba Johnson a eu un parcours exemplaire commencé par un DEES à l'université de Lomé puis un doctorat en science économique alors qu'elle entame une brillante carrière en gravissant rapidement les échelons pour se hisser au poste de Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République togolaise. Une ascension qu'elle ne doit qu'à la détermination et au goût de l'effort. Aujourd'hui encore relativement peu connu du grand public, la ministre quadragénaire débute sa carrière comme jeune cadre au ministère de la Planification, du Développement et de la Coopération puis à la Direction générale de la coopération internationale où elle fait ses premiers pas dans l'administration publique en se consacrant aux dossiers, liés notamment au soutien de la part du secteur privé dans l'économie et l'allègement des procédures administratives dans la redynamisation de l'économie. Elle aiguisé ensuite ses armes à l'Institut du Fonds Monétaire international (FMI) avec un diplôme de la programmation et de la politique financière et obtient par ailleurs le diplôme d'économie de l'emploi de l'Académie de Bureau international du travail (BIT). Remarqué par son goût du travail bien fait et son dynamisme, elle est appelée à rejoindre la Cellule en charge du Conseil Présidentiel pour l'investissement au Togo (CPIT) avant d'être nommé au gouvernement en tant que Ministre Conseillère du Président de République togolais chargé de la Cellule Climat des Affaires.

Peu bavarde et discrète, cette experte en développement du secteur privé laisse souvent ses œuvres parler pour elle et se concentre sur les dossiers avec une perspicacité qui n'a d'égale que la persistance. Elle s'intéresse également aux questions de la pauvreté, de l'agriculture, de l'économie et de la finance inclusive. C'est d'ailleurs en tant que conseillère du chef de l'Etat qu'elle parvient à se faire connaître en gérant avec habileté la rugueuse réforme de l'assainissement du climat des affaires.

La révélation

Derrière son visage souriant se cache un esprit véloce prêt à relever tous les défis. Sa détermination et son dévouement à œuvrer efficacement à la concrétisation des projets sont souvent mis en avant par ceux qui la côtoient au quotidien. Si bien qu'elle suscite beaucoup d'admiration et de respect dans un monde politique aux mœurs anciens où l'audace et la volonté de changer radicalement les choses sont parfois perçues comme un péché véniel. Mais pas aux yeux du Président de la République qui rêve de gouverner autrement en ayant pour seule boussole l'efficacité de l'action gouvernementale. Quand en 2015, celui-ci décide d'accélérer son programme de développement économique et inclusif avec la création d'une cellule spécialement dédiée au climat des affaires, il en confie les clés à Sandra Ablamba Johnson alors relativement peu connue du grand public. Ce programme s'inscrit dans la continuité d'une politique économique volontariste sur fond d'une bactérie de réformes économiques audacieuses, amorcées 3 ans plus tôt avec notamment la réduction drastique des procédures et coûts de création d'entreprises ainsi que la mise en place d'un guichet unique pour le commerce extérieur.

Dès lors, Sandra Ablamba Johnson passe sous les feux de la rampe. Nommée Ministre déléguée, conseillère du chef de l'Etat en charge du climat des affaires, elle avait pour mission de donner une inflexion profonde à la politique économique du gouvernement et devient de ce fait la cheffe d'orchestre de cet organe d'orientation stratégique et de prise de décisions placé sous le leadership direct du chef de l'Etat togolais lui-même. La tâche s'annonce titanesque surtout lorsqu'il s'agit de coordonner les efforts interministériels pour assurer une synergie et une efficacité de l'action gouvernementale dans un pays où les vieilles habitudes ont la peau dure ; la culture de recevabilité peinait encore à imprégner dans toutes les sphères décisionnelles restées atones malgré la volonté du Président de la République. Il fallait en plus, non seulement assurer

une large diffusion des réformes mais aussi convaincre les acteurs économiques et les populations de leur bien-fondé tout en assurant le suivi des indicateurs spécifiques au niveau de chaque comité en collaboration avec les représentants du secteur privé et des partenaires techniques et financiers.

Mais Sandra Ablamba Jo-



hson n'est pas une femme qui tremble devant les défis. Cette jeune technocrate réformatrice et efficace soutient sans ambiguïté cette politique d'ouverture économique. Elle se donne les moyens de réussir et ne se contente pas de « faire bien son travail ». Elle préside les réunions, enchaîne les déplacements et cherche résolument à mettre en œuvre un projet économique cohérent avec la vision du chef de l'Etat. Cette ligne directrice claire est l'une de ses marques de fabrique ; elle ne la quitte jamais. Au Sandra Ablamba Johnson entreprend rapidement des réformes structurelles et structurante qui ont permis au pays de figurer parmi les plus réformateurs au monde. L'édition 2020 du Doing Business de la Banque mondiale classe même le Togo comme le premier réformateur en Afrique. Il faut dire qu'en matière de création d'entreprises, Sandra Ablamba Johnson parvient à hisser le Togo au 15^{ème} rang mondial. Cette experte en développement du secteur privé est guidée par un crédo : « formaliser le secteur informel pour accroître la taille du secteur productif, promouvoir le savoir-faire local et entraîner l'épargne dans les circuits for-

mels de l'économie ». Elle met un point d'honneur à booster la croissance à partir des investissements locaux et étrangers en dépoissant l'environnement économique. L'illustration concrète, en termes d'investissements directs étrangers (IDE) en est le score du pays, crédité de 3,5 points sur 5 en 2021, contre 2,8 en 2020 par le Conseil des investissements français en Afrique (CIAN). Là aussi, le Togo est classé premier en Afrique selon une publication du Fonds de développement de l'inclusion (FDI) de janvier 2019. Ces performances sont saluées par l'ensemble des partenaires techniques et financiers et se traduisent par un taux de croissance vigoureuse de 5% malgré la crise sanitaire et la conjoncture mondiale défavorable.

Ainsi, Sandra Ablamba Johnson entre dans le quarteron des fidèles à la Présidence de la République. Elle s'affirme. Elle montre toute son efficacité et enchaîne des victoires sur plusieurs tableaux : coût et le délai de transfert de propriété, obtention du permis de construire, raccordement à l'électricité, optimisation fiscale et exécution des contrats. Tous ces secteurs restés dans le ventre mou des réformes sont pesés au trébuché d'une méthode qui se veut claire et efficace. Et les résultats suivent. Déjà en 2016, alors nommée Coordinatrice Adjointe de la Cellule (MCA-Togo), elle parvient aux côtés du Ministre Stanislas Baba, à qualifier le Togo au « Treshold Program » du Millenium Challenge Account (MCA), l'un des plus importants mécanismes de financement des projets du gouvernement américain dans les pays en développement. Grâce aux réformes opérées sous son leadership notamment en matière de liberté économique, de bonne gouvernance, et d'investissement dans le capital humain, le pays soigne sa copie sur fond d'une dynamique positive sur la carte des scores passant de 7 à 15 indicateurs mis au vert en seulement quelques années. Plus que jamais lancé sur la voie des réformes, le Togo logne désormais le second volet de ce programme : « le Compact » ; preuve de son engagement pour la bonne gouvernance économique et la lutte contre la pauvreté.

Outre ces performances remarquables, fruit d'un mérite presque personnel et d'un engagement sans faille, la jeune ministre s'est illustrée dans bien de domaines de partenariats économiques notamment en tant chargée de la coopération technique avec des institutions évaluatrices comme la Banque Mondiale, Freedom House, Heritage Foundation, Women Business and Law ou encore le département améri-

cain, etc. Elle a surtout su faire bonne figure en fixant à chaque fois le principe d'une coopération décomplexée avec des résultats probants.

La consécration

Aurolé par ses réussites, Sandra Ablamba Johnson fut appelée par le président de la République qui lui confie cette fois le poste Ministre, Secrétaire Générale du gouvernement en septembre 2020. Elle se retrouve en haut de la sphère politique togolaise et imprime sa marque dans l'entourage du chef de l'Etat, devenant très rapidement incontournable. Si bien qu'elle arrive à faire oublier celle dont elle tient sûrement le goût du travail bien fait et auprès de laquelle elle a fait ses classes avec brio : l'irremplaçable et très compétente Victoire Dogbe Tomegah, entre-temps promue au poste de Première ministre et cheffe du gouvernement. C'est peu de dire que les deux femmes s'apprécient. Elles partagent une communauté de vues et se vouent un respect réciproque, celui qu'un rejeton doit à son mentor et vice-versa. Désormais les deux ont à cœur de rendre au pays sa dignité retrouvée en partie et le respect qui lui sont dus à l'étranger, dans la sous-région et partout dans le monde à travers une diplomatie politique et économique décomplexées et proactives. Les deux rêvent aussi de faire émerger une République qui protège davantage les citoyens, encourage les initiatives et célèbre les talents dans but de libérer les énergies et le génie inventif togolais. Après tout, Sandra Ablamba Johnson en est le produit elle-même, symbole de cette « nouvelle méritocratie républicaine » ; elle est aussi le témoignage de ce « Togo nouveau » qui se donne les moyens de partager à tous ses enfants la grandeur et la servitude de la citoyenneté. D'ailleurs est se réfère souvent à cette promesse républicaine pour construire son action économique orientée vers un « pacte social » entre le capital, le travail et l'Etat. Pour elle le travail est « une valeur » cardinale qu'il faut cultiver, et qui demeure en tant que tel, un repère constant et un indicateur pour notre société.

Elle œuvre aux côtés du Président de la République pour un développement économique plus juste, plus inclusif et durable, remettant à chaque fois le métier sur l'ouvrage du climat des affaires. Face aux nombreuses déficiences systémiques et conjoncturelles qui persistent, elle fait le pari de la méthode et de la persuasion en misant sur le renforcement de la gestion

Suite à la page 7

Renforcement de capacités des acteurs sur les normes internationales iso 24521, iso 30500 et iso 31800

En Vu de faire le suivi des activités, les deux partenaires (la QAUQE et ASN) Avec l'appui financier de la fondation Bill et Mélinda Gâté se sont organisés pour la tenue de cet atelier de renforcement de capacités des acteurs sur les normes internationales .C'était le jeudi 25 août à l'hôtel sarakawa.

C'est une rencontre qui avait pour objectif de renforcer les capacités des acteurs de l'assainissement autonome au Togo, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, accroître sensiblement l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs, développer la coopération internationale et le soutien au renforcement de capacité des pays en développement dans le cadre d'activités et de programme liés à l'eau et à l'assainissement. Il se veut une rencontre pour pro-

mouvoir la mise en place de plans d'actions pour la mise en œuvre de technologie innovantes dans le secteur de l'assainissement en vue de permettre à notre pays aussi de mieux maîtriser les normes ISO 2/31800, ISO 30500 et ISO 24521.

Ce sont des normes d'assainissement autonome pour accompagner le développement au Togo. Elles sont des outils de développement durable qui est ODD6. Ces ISO ont été élaborés ces normes pour les

pays qui sont membres à pouvoir utiliser ces normes afin d'atteindre rapidement les objectifs du DD avant l'échéance fixée qui est 2030 pour la fin des ODD. Le Togo fait beaucoup d'efforts dans ce domaine comme l'a si bien mentionné le Directeur de cabinet du ministre du commerce M ; Koffi. Selon lui, dans le domaine de l'assainissement il y a beaucoup d'efforts qui sont déjà réalisés par rapport à l'élaboration des politiques. Il y a des lois, des décrets qui sont pris, les institutions qui sont créés

notamment le ministère de l'assainissement au niveau du ministère de l'eau et de l'hydrolyse et une partie qui est gérée au ministère de la santé. Cet arsenal juridique et institutionnel permet à notre pays de pouvoir réaliser ses objectifs. Cet atelier vient appuyer les efforts du gouvernement dans la réalisation des objectifs des ODD6 qui concerne l'eau et l'assainissement.

En 2019 et 2020 un renforcement des capacités des affaires de l'assainissement avait été organisé. La formation des acteurs dans la norme 31800 qui est une norme qui complète les deux autres 30500 et 24521

va permettre à notre pays d'utiliser ces outils pour atteindre les objectifs du développement durable. Ensuite, nous espérons élaborer un plan d'action pour appuyer les actions du gouvernement et aussi de pouvoir montrer un projet concret qui puisse aider le gouvernement à pouvoir mener les actions dans le domaine de l'assainissement et de l'eau.

Le président de la HAUQE Arzouma Laré BOTRE à saluer la délégation de l'association Sénégalaise de Normalisation (ASN) conduit par son Directeur général El Hadj Abdourahmane NDIONE qui une fois vient de marquer d'un sceau, leur ferme engagement pour un partenariat fort, bénéfique et durable avec la HAUQE, structure sœur chargée de coordonner les activités de Normalisation et de la qualité au Togo.

SPÉCULATION AU TOGO

Le Ministre ADEDZE envoie des Directeurs régionaux de commerce en mission de contrôle



Au Togo tout comme partout dans le monde, depuis quelques temps déjà, on assiste à l'augmentation des prix de plusieurs produits sur le marché. Une situation saisis par certaines personnes pour s'adonner à des pratiques anormales au commerce surtout à la spéculation. Au Togo, les autorités luttent contre ces pratiques anormales au commerce. Dans une note de service en date du 24 août 2022, le Ministre du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale, a prévenu que « tout auteur de pratiques anormales au commerce doit être sanctionné conformément à la réglementation en vigueur ».

Le gouvernement togolais, face à l'augmentation sans cesse des prix des produits sur le marché, a pris certaines dispositions pour accompagner la population. Dans cette optique, dans le cadre de la

lutte contre la spéculation dans le pays, le Ministre ADEDZE, par le biais de sa note de service, demandé aux Directeurs régionaux de commerce, de prendre « **des dispositions urgentes pour intensifier** » les contrôles sur les marchés, dans les boutiques et supermarchés, stations d'essence et dépôts de vente notamment de gaz butane, farine de blé, huile végétale et ciment, dans leurs régions respectives en vue de s'assurer de l'affichage et du respect des prix en l'occurrence, « **ceux plafonnés par le Gouvernement pour les produits de première nécessité** ».

Il attend par ailleurs de ses émissaires, un « **compte-rendu hebdomadaire, journalier au besoin** » ou « **pour tout obstacle** » qu'ils rencontreront dans la mise en œuvre des présentes mesures.

INNOVATION EN AFRIQUE

Le label Mamatchi s'impose comme alternative de la révolution du consommer local

Le label Mamatchi que nous avons révélé aux togolais à travers certaines sorties de son géniteur le président du Groupe ADM et de CHAN MOU Midodji Amoussou est officiellement lancé en grand pompe à Lomé le samedi 27 août 2022. C'est la prestigieuse place des fêtes de la Fekandine qui a accueilli l'inoubliable événement qui marque le point de départ d'une embellie dans le consommé local. Ils sont nombreux ses entreprises et partenaires à croire en ce Label qui d'ores et déjà enregistré dans son palmarès plus de 184 entreprises qui ont signé dans ce label. Il a fait changer d'avis en si peu de temps aux prévisionnistes les plus pessimistes qui n'en croyaient pas leurs yeux. C'est sous les yeux admiratifs des représentants de plusieurs institutions, des



créativité du PDG de ADM Group M. Midodji K. Amoussou, l'homme politique le plus en vue au Togo Dr Aubin Kodjovi Thon, patron du parti politique Nouvelle Vision présent à cette cérémonie de lancement, n'a pas tarit d'éloge pour ce Label Mamatchi qui selon lui perfectionne le consommé Local. C'est une traduction de nos valeurs et de la richesse culturelle variée de l'Afrique. Même son de cloche chez M. Adoléhounmé Jean, Directeur chargé de l'administration

panafricaniste qui souhaite le développement de l'Afrique.

Une soirée qui coïncidait avec la date anniversaire du promoteur qui n'est rien d'autre que M. Amoussou qui a offert une soirée inoubliable à ses convives qui ont eu l'opportunité de découvrir dans toute sa plénitude les nombreuses confections en direct du Label Mamatchi. Chacun avait pour son gout et sa bourse.

Selon le PDG de ADM groupe, ce Label vient redonner le vrai sens à la consommation locale qui selon lui est une politique d'expression de nos idées, de nos valeurs et de notre identité. Une idéologie partagée entièrement par le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale qui dans une lettre adressée au président Amoussou a dit toute son admiration pour le Label Mamatchi et reste attentif à cette activité et attend les conclusions. C'est dire tout simplement que c'est une nouvelle page qui s'ouvre dans les relations du ministère et le Group ADM pour refonder le consommer local.



personnalités politiques administratives, militaires et coutumiers que ce Label est officiellement lancé.

Enthousiasmé par le sens d'innovation et de

et des relations extérieures, de la RSE et de la communication de HEIDELBERGCEMENT GROUP pour qui le Label Mamatchi interpelle tout

GESTION INTÉGRÉE DES PRODUITS CHIMIQUES

Les autorités nationales de la sous-région et leur personnel en formation à Lomé

Lomé, la capitale du Togo accueille du 23 aux 25 août 2022, une rencontre sous-régionale des pays membres de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques sur le cours intitulé « Cours général sur la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et les obligations du personnel des autorités nationales et des parties prenantes concernées ». Au cours de ces assises, il sera question de renforcer les capacités managériales et opérationnelles des autorités nationales dans la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC). L'ouverture des travaux de cette réunion a été faite par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur en présence du président de l'ANIAC-Togo, M. HUNLEDE Amah.

Le gouvernement togolais à travers l'Autorité Nationale pour l'Interdiction des Armes Chimiques au Togo (ANIAC-TOGO) organise du 23 au 25 août 2022, une formation à l'intention des pays membres de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques, les autorités nationales des pays de la sous-région et aussi les parties prenantes concernées par la lutte contre les produits chimiques. La formation porte sur le cours intitulé « Cours général sur la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et les obligations du personnel des autorités nationales et des parties prenantes concernées ». Il est question à travers ces assises, du renforcement des capacités managériales et opérationnelles des autorités nationales dans la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC).

Au cours de ces assises de trois jours, les délégués et experts vont recenser les meilleures pratiques existantes et développer les capacités nouvelles sur le danger des armes

chimiques, comment mettre en œuvre la convention sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication du stockage, et de l'emploi des armes chimiques et leur destruction en vigueur depuis avril 1997.

En effet, depuis quelques années, les attaques terroristes liées aux produits chimiques restent une réelle menace pour les populations à l'échelle mondiale. Dans un tel contexte une prévention et une réaction efficaces dépendent d'une coopération entre les acteurs internationaux pour ce qui est de recenser les meilleures pratiques et de développer les capacités technologiques requises pour faire face à ces menaces. A ce titre, la rencontre de Lomé constitue une opportunité pour les États parties de se focaliser sur les fondamentaux et les mécanismes de mise en œuvre de la convention qui reste actuellement l'un des instruments internationaux les plus contraignants en matière de lutte contre les armes chimiques.

« Nous parlons d'armes chimiques tout simplement parce que certains produits chimi-

ques sont utilisés à tort et à travers. Et tout produit chimique utilisé à un double usage, utilisé à tort, ce produit devient une arme chimique. En ce sens, le secrétariat technique de l'OAC organise des cours pour former l'autorité nationale et les personnels de ces autorités à pouvoir gérer ces produits, c'est-à-dire pouvoir iden-



tifier les armes chimiques dont nous parlons et voir comment les détruire au besoin », fait savoir M. HUNLEDE Amah président de L'ANIAC-Togo.

Avec l'apparition de la pandémie à la covid-19, le secrétariat technique n'a pas pu or-

ganiser de rencontres. Cette réunion est donc une occasion pour les 45 États parties dont les représentants sont à cette rencontre d'être formés et outillés sur la gestion intégrée des produits chimiques. « De nos jours, la menace chimique est réelle. Aujourd'hui, il y a des engins improvisés qui causent des dommages un peu partout en Afrique et dans le monde, il est donc important qu'une veille soit mise en place pour les autorités nationales afin que la gestion intégrée de ces produits chimiques qui pourraient devenir une arme chimique soit faite pour la sécurité de tous et pour nos pays », indique président de L'ANIAC-Togo.

Les avancées enregistrées par le Togo

Au Togo l'autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques a été créée en 2015. Elle contrôle l'entrée et la durée de ces produits chimiques sur le territoire. « Nous avons

sensibiliser sur la gestion de ces produits, comment les utiliser, comment les stocker et au besoin comment les détruire parce que nous avons pu remarquer qu'il y a pas mal de produits chimiques qui sont abandonnés dans ces unités industrielles et dans les universités et certains instituts qui sont là pour la gestion de ces produits et qu'il faille que l'ANIAC puisse répertorier tous ces produits dangereux là voir dans la mesure du possible comment les gérer en les détruisant ou bien en les gérant autrement pour une utilisation ultérieure », informe M. HUNLEDE.

En ouvrant les travaux, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur, s'est réjoui du choix porté sur le Togo pour abriter ce cours. Il a rassuré les participants de l'engagement du gouvernement togolais à promouvoir l'utilisation

responsable des produits chimiques à des fins de développement économique et technologique. Il a enfin invité les participants à plus de concentration afin que cette séance d'information et de bonnes pratiques puissent être bénéfique aux autorités respectives.

LE GABON ACCUEILLE LA SEMAINE AFRICAINE DU CLIMAT

Un tremplin d'unité de la COP 27

Le Gabon accueille la Semaine africaine du climat, depuis le lundi 29 août 2022, à Libreville, jusqu'au 1er septembre. Co-organisée par les Nations unies et l'Union africaine, la rencontre de Libreville regroupera des dirigeants et représentants de la société civile. Selon l'ONU-Climat, ce sommet est une « étape-clé » avant la COP 27, la conférence sur les changements climatiques prévue en novembre, en Égypte.

Sécheresse dans la Corne de l'Afrique, températures élevées en Afrique du nord, inondations au Niger, au Soudan et Tchad... Le continent est plus que jamais confronté à des épisodes climatiques extrêmes.

Pendant quatre jours, représentants de gouvernements, dirigeants du secteur privé, organisations de développement, jeunes ainsi que la société civile vont se retrouver à Libreville, un rendez-vous pour discuter des solutions d'action climatique régionales et forger des partenariats régionaux.

Il s'agira notamment de définir la position des pays africains pour la COP 27 prévue dans quelques mois.

Le choix du Gabon pour accueillir cette semaine africaine du climat n'est pas un hasard. Situé en plein cœur de la forêt tropicale d'Afrique centrale, le pays est souvent cité pour son combat pour préserver sa biodiversité. « C'est la reconnaissance du rôle décisif joué par notre pays dans la lutte contre les dérèglements climatiques », a tweeté le président gabonais Ali Bongo Ondimba.

« Les projections indiquent une augmentation des vagues de chaleur et des pluies extrêmes »

40°C à Paris, 42°C à Londres en juillet... Les températures ont battu des records cet été en Europe, qui a également subi des orages violents et de fortes pluies. Des phénomènes météorologiques extrêmes selon Aida Diong Niang, météorologue et climatologue à l'agence nationale de météo du Sénégal et coauteur du sixième rapport d'évaluation du Giec, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Encore plus proche de VOUS !!!



TSEVIE-DAVIE non loin du péage

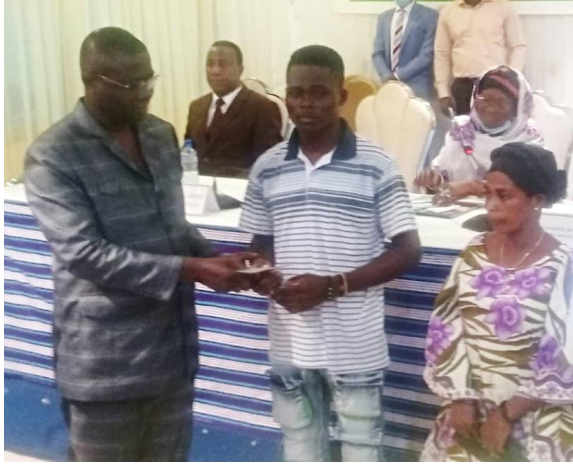
92 69 30 47
79 70 51 10

UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE NON LOIN DU PÉAGE

pour les dossiers des préfectures de Zio, de l'Avé, de Yoto, de Vo et du Bas-Mono

TOGO/MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE RÉPARATION DES VICTIMES DE 2005 HCRRUN lance officiellement l'octroi de bourses aux orphelins

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) poursuit la phase de mise en œuvre du programme de réparation. L'institution conformément à la recommandation N 49 de la CVJR a lancé officiellement le lundi 30 Août 2022 l'octroi de bourses pour les orphelins des victimes de 2005.



« L'éducation, les formations professionnelles portes ouvertes à l'acceptation des différences et à la cohésion sociale ». Cette assertion qu'épouse parfaitement le HCRRUN amène l'institution

a donné le ton du programme de bourses aux orphelins des victimes de la crise socio-politique de 2005. L'objectif de cette mise-en œuvre est de poursuivre les activités de réparation entamées depuis



2018.

Le Préfet d'Agoè Nyivé Hodabalo AWADÉ après avoir souhaité la bienvenue aux invités a salué les efforts consentis par le HCRRUN dans sa démarche de soulager les peines des enfants des victimes de la crise socio-politique de 2005. « Infatigable, les membres du HCRRUN ont sillonné récemment la région des plateaux pour poursuivre les indemnisations. Cette rencontre de ce jour marque encore une fois la pose d'une

nouvelle pierre sur le mur de la paix, de la réconciliation et d'état de droit que les plus hautes autorités de notre pays use minutieusement ces dernières années »

Pour ce lancement 100

pectives, à vos parents et tuteurs qui s'occupent de vous et à vous-mêmes, la compassion de notre peuple. Symbole de notre soutien collectif, cette aide contribuera à assécher vos larmes et cel-

enfants dont 55 filles et 45 garçons ont été pris en charge dans un premier temps sur toute l'étendue du territoire national.

En croire la présidente du HCRRUN AWA NANAN Aboya, cette cérémonie de remise de bourses n'est rien d'extraordinaire. Elle entre dans la droite ligne des obligations de l'institution que je préside. « Par cette allocation, le Président de la République tient à réitérer à vos familles res-

les de familles qui œuvrent inlassablement pour votre réussite sociale », a-t-elle laissé entendre.

En ce qui concerne les bourses, elles dureront 5 ans et sont estimées à 20 000 Fr CFA par mois et concernent les enfants aussi bien en apprentissages qu'élèves. Pour finir, le HCRRUN invite les bénéficiaires à faire un bon usage pour qu'à la fin du processus, l'on puisse avoir des personnes aguerris pour le marché de l'emploi.

SYMBOLE D'UNE NOUVELLE MÉRITOCRATIE RÉPUBLICAINE

Sandra Ablamba Johnson, un parcours sans faute

Suite de la page 4

transparente et durable des ressources afin d'éliminer les obstacles aux investissements à long terme. Elle table parallèlement sur les industries de transformation pour permettre une meilleure valorisation des produits bruts en lognant un impact positif plus large particulièrement pour l'emploi. Elle encourage également les options prises par le gouvernement en matière de développement à travers notamment le Plan National de Développement (PND 2018-2022), tout comme le nouveau Plan Stratégique Pays (PSP 2022-2025), avec à chaque fois le souci d'arrimer le Togo aux transformations qui entraînent la mondialisation et l'émergence implacable d'une économie digitale. De fait, la feuille de route gouvernementale à travers un programme ambitieux d'investissements publics induit déjà, à en croire certains observateurs, une amélioration significative sur les conditions de vie des populations togolaises, même si la lutte contre la pauvreté demeure le principal cheval de bataille du gouverne-

ment. Cette cause qui mobilise plus que jamais les énergies autour du Président de la République constitue un des sujets majeurs sur lesquels travaille la jeune ministre depuis plusieurs années, en tant que conseillère économique du chef de l'Etat, avec la volonté de ramener les investissements susceptibles de redynamiser l'économie nationale. Cette diplomatie active prendra en compte les échanges internationaux, le transfert de compétences mais aussi l'apport de la diaspora avec laquelle elle garde un lien solide.

Sur le continent, cette économiste de formation est engagée pour la soutenabilité de la dette des Etats ainsi que la réallocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) pour une croissance économique durable et inclusive. Elle prend ses distances avec les courants de pensée classique de libéraux et de keynésiens, et appelle au réalisme dans l'imposition des conditionnalités appliquées aux Etats afin de permettre au continent de connaître un vrai décollage économique. Pour elle : « le coût de la dette constitue l'élé-

ment pilier du surendettement beaucoup plus que la dette elle-même alors que ce coût ne représente que 2% du stock mondiale de la dette. »

Depuis février 2021, elle assume par ailleurs la fonction de Gouverneur du Togo auprès de la Banque Mondiale.

L'horizon

Sandra Ablamba Johnson aura tout prouvé, en seulement quelques années. Exemple d'engagement, de travail et de volonté, elle est aujourd'hui l'une des figures de proue de la nouvelle génération et jouit d'une grande influence dans le monde politique. Certes, peu à ce stade pour marquer l'histoire du pays ; assez cependant pour y entrer avec toute sa classe, sa jeunesse, sa clairvoyance, son énergie et son intelligence. On n'en attend pas plus d'une jeune et compétente Secrétaire générale du gouvernement. N'empêche, Sandra Ablamba Johnson a des épaules larges et on peut lui en demander davantage. Il convient d'inscrire cet effort d'assainissement de l'environnement économique dans la durée. Et le plus dur

reste à faire alors que les incertitudes de l'environnement économique mondial, les disparités dans la répartition de la richesse nationale, la corruption, la pauvreté et la question de la vie chère continuent de peser sur l'économie, ainsi que les défis liés aux crédits des entreprises, à l'électricité et à la télécommunication, etc. La ministre quadragénaire a aussi le devoir de porter davantage la voix de la jeunesse

qui subit encore un chômage de masse, malgré les efforts sans doute salutaires consentis ces dernières années. Tout comme l'ensemble des membres du gouvernement, Sandra Ablamba Johnson est attendue au rendez-vous. Mais plus que les autres, elle sait d'avance qu'elle peut toujours compter sur son étoile, sa bonne étoile et son parcours inspirant.

DSK

30 Nov. 17^{ème} Foire Internationale de LOME
18 Déc. 2022
Foire de toutes les opportunités
C'est Reparti!

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOMÉ
+228 90 31 76 37 / 98 70 96 95
www.cetef.tg



E2A CONSULTING
Taxes Legal & Management

COÛT DE LA FORMATION PAR MODULE
- 150 000 F CFA pour les professionnels
- 100 000 F CFA pour les étudiants

FORMATION MODULAIRE EN FISCALITE

DEVEZ FISCALITE EN TROIS MOIS GRACE A E2A CONSULTING !!!

Vous êtes : Directeur de société, Conseiller fiscal, Comptable-Gestionnaire, Auditeur-fiscaliste ou juriste d'entreprise, Agent de l'administration fiscale, Etudiant ou toute autre personne désireuse de maîtriser la matière fiscale.

E2A Consulting met à votre disposition un programme de formation en cours de jour et en cours de soir sur plusieurs modules :

- MODULE 1 : MAÎTRISER TOUTES LES TECHNIQUES EN MATIÈRES DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA), DE TAXE SUR LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES (TAF) ET DE TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE (TCA) POUR UNE SÉCURITÉ FISCALE DE L'ENTREPRISE :**
- MODULE 2 : L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES :**
 - IMPOSITION DES REVENUS D'EMPLOI
 - IMPOSITION DES REVENUS D'AFFAIRES :
- MODULE 3 : L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) APPROFONDI :**
 - LA DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL
 - LA GESTION FISCALE DES OPÉRATIONS DE FUSION
 - LA GESTION FISCALE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS ;
- MODULE 4 : LES GRANDS ENJEUX DE LA FISCALITÉ INTERNATIONALE :**
 - LES PRIX DE TRANSFERT ;
- MODULE 5 : LES GRANDS PRINCIPES DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES :**
- MODULE 6 : LA FISCALITÉ DU PATRIMOINE :**
- MODULE 7 : LES PROCÉDURES FISCALES :**
- MODULE 8 : DÉCENTRALISATION ET FISCALITÉ LOCALE :**
- MODULE 9 : LES ASTUCES POUR UN CONTRÔLE FISCAL REUSSI AU SEIN DE L'ENTREPRISE :**
- MODULE 10 : LA FISCALITÉ DU NUMÉRIQUE**

La Fiscalité est notre Métier !!! Les cours débuteront le mardi 12 septembre 2022 en présentiel et/ou en ligne.

LIEU DE LA FORMATION :

La formation se déroulera au siège du cabinet E2A Consulting dans des locaux adaptés à la formation.

NB : Pour toutes inscriptions ou informations complémentaires contactez-nous sur : +228 93904343
Adresse mail : info.e2aconsulting@gmail.com



Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier

ENTRETIEN ROUTIER

GESTION DES POSTES DE PÉAGE

APPLI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps de d'arrêt au péage.

Ceci est un message de la SAFER

Route nationale n°1 (Agaoé-Cocovè) Lomé-Togo 0888-8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS

RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES